COMPTE RENDU D'AUDIENCE SNEP - IPR

Le SNEP/FSU (Marc BOULOGNE, Didier BLANCHARD, Lionel DELBART, Vincent BOUCHÉ, Manuel CABRERA) a rencontré les IA-IPR le 18/01/2013. Madame Jomin, Messieurs Preuvot, Tribalat, Calais et Mauny étaient présents ainsi que Monsieur Kakousky, secrétaire général du rectorat.

Le 1er point concernait les sections sportives. Le SNEP a demandé un état des lieux, un bilan et la connaissance des ouvertures/fermetures. Mr Calais a rappelé qu'une réunion se tiendrait à ce sujet et a indiqué que les sections n'obtenaient aucun moyen spécifique dans la DGH. En revanche 2952 HSE ont été attribuées dans l'académie pour les 181 sections sportives en 2012.

En 2013, il y a eu beaucoup d'ouvertures: le bilan est de 206 sections et 3400 HSE attribuées. (la règle d'attribution des HSE étant fonction des objectifs des sections). Il a, à ce jour, 35 demandes d'ouverture. Le SNEP a questionné en indiquant qu'il existait une commission académique et que des orientations étaient prises sur leur fonctionnement. Le SNEP s'est positionné sur un ciblage des moyens sur les sections dont les effectifs sont importants et dont l'activité est marquante. D'autre part, il a été question des heures consacrées aux sections: sont-elles identifiées clairement dans le service des collègues ? N'y a-t-il pas un questionnement à avoir sur l'officialisation de ces horaires ? Le SNEP considère que les sections sont un aspect positif inscrit dans l'Education Physique et Sportive. C'est pourquoi il nous semble que les politiques menées en faveur des sections sportives en terme d'heures, de postes doivent faire l'objet d'un cadrage plus officiel en parlant, notamment, de la pérennité des postes.

Le 2ème point concernait la formation des enseignants.

Dans la Formation Initiale, concernant l'année de stage, les IPR sont conscients des difficultés auxquelles les stagiaires doivent faire face. Beaucoup de kilomètres, quelques formations le mercredi sur les horaires de l'AS mais répondant à un cadrage académique.

Formation continue : le taux de formation se maintient avec 1825 journées stagiaires. Le souhait des IPR est d'avoir des journées de stage plus ciblées (segpa, LP, erca...). Il demeure aussi le problème des formateurs. A ce sujet, les jeunes collègues agrégés ont été sollicités et il semblerait qu'un renouvellement soit d'actualité. Le SNEP est intervenu sur le fait que de nombreux collègues de lycée-LP ne s'inscrivent pas aux journées de stage car la contrainte des Contrôles en cours de Formation en EPS demeure très forte.

Nous avons également abordé, en 3ème point, le système "cours le matin, sport l'après midi". Ce point, synthétisé par Mr Mauny, concerne 8 établissements (5 collèges dont 2 ECLAIR et 3 lycées). Cela représente 440 élèves à raison de 2h d'activité sportive en moyenne et 1h d'activité culturelle. La dotation financière est de 5000€ par an par établissement et 1146 HSE ont été distribuées l'an dernier dans ce dispositif. Trois effets étaient visés: la responsabilisation, la réussite scolaire et la vie scolaire. Il s'avère qu'il y a peu d'impact sur la réussite scolaire dans la mesure où les effets sont difficilement identifiables. Il en est de même sur la vie scolaire. Sur les 8 établissements, 7 sont favorables au maintien du dispositif car il ya un impact sur les relations interpersonnelles. Sur ce sujet, il s'avère que la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire n'apporte pas une suite favorable à la poursuite du dispositif. Le SNEP a argumenté, en conclusion, sur le coût d'un tel dispositif.

Enfin, en 4ème point, sur la question de la certification au collège et au lycée, le SNEP a défendu l'idée que la mise en place de l'évaluation au DNB dans les collèges et des CCF en lycée-LP demeurerait très compliquée et surtout très disparate d'un territoire à l'autre. Cela a des incidences fortes sur les concertations d'équipes et pose, bien entendu, la question des installations sportives dans le cadre de l'organisation de ces épreuves. Sur le fond, il s'avère que les pratiques des collègues sont très différentes même si les IPR ont assuré que, pour cette année, beaucoup de souplesse dans la mise en œuvre avait été consentie.

Pour conclure, nous avons abordé de nombreux cas particuliers et le SNEP appelle les collègues à nous avertir en cas de difficulté personnelle, d'équipe afin qu'une intervention rapide et ciblée soit effectuée pour une réponse adaptée.

Pour le SNEP académique, Lionel DELBART